que le grand nombre des sœurs ou quelque autre juste motif n'oblige à en donner un second ou même plusieurs autres. (Canon 520, parag. 1.)

Le confesseur ordinaire, dont parle ce canon, est celui qui va régulièrement entendre les confessions des religieuses dans leur maison, dans leur chapelle. — Normalement le confesseur ordinaire doit être unique, tant pour l'unité de direction spirituelle des communautés que pour éviter des abus. Cependant, l'unité du confesseur ordinaire a été une pratique avant d'être une loi. De fait, Benoît XIV et même le concile de Trente supposent cette pratique mais sans l'énoncer comme une loi. Pour la première fois, l'unité du confesseur ordinaire est présentée comme loi par l'article 140 des *Normæ* : " Pour chaque maison de sœurs, ou députera un seul confesseur ordinaire, qui recevra les confessions sacramentelles de toute la communauté." C'est la même loi qui est énoncée dans le canon cité plus haut, et dans un texte officiel.

On aurait tort cependant d'en conclure que le législateur a voulu rendre par là plus rigoureuse la discipline de l'unique confesseur ordinaire ; au contraire, il en a adouci la rigueur en introduisant aussitôt dans le texte même de sa loi une ample formule d'exception : " à moins que le grand nombre des sœurs ou quelque autre juste motif n'oblige à en donner un second ou même plusieurs autres." Ce qui est nouveau, ce n'est pas tant l'exception elle-même, qui existait en plus d'un couvent, que sa mention dans la loi et l'autorisation de pourvoir aux cas de ce genre sans avoir à solliciter d'indults. C'est dire que les Ordinaires seront sans inquiétude sur les limites de leur pouvoir. — Mais quelles seront, outre le grand nombre des religieuses, les autres justes causes qui rendront opportune et licite la pluralité des confesseurs ordinaires dans la même maison ? Le texte n'ayant pas précisé, il serait superflu de vouloir le faire à sa place. Cependant, Mgr Boudinhon cite comme exemples possibles : une maison où se trouveraient en assez grand nombre des religieuses d'une autre nationalité et parlant une autre langue ; ou encore une maison où seraient deux œuvres distinctes.

(b) Le confesseur ordinaire n'exercera pas cette charge au delà de trois ans. Néanmoins l'Ordinaire pourra le confirmer pour un second et même pour un troisième triennat, si par suite de la pénurie de prêtres aptes à ce ministère, il ne peut y pourvoir autrement, ou si la majorité des religieuses, en y comprenant celles qui dans les autres affaires n'ont pas droit de vote, s'entendent en scrutin secret, pour demander la confirmation de ce confesseur. Mais pour celles qui sont d'un avis opposé, on devra,